Vidéo – Houssem Ben Azzouz : il faut un soutien à la demande locale

Dans cet entretien, le Président de la FI2T (Fédération Interprofessionnelle du Tourisme Tunisien) dresse les grandes lignes d'une feuille de route pour le secteur et pour la fédération elle-même.

Le petit poucet des fédérations du tourisme ne semble pas manquer d'idées, comme celles d'un soutien de l'Etat à la demande locale, d'une sortie de la gestion monoproduit et d'un développement des régions intérieures. Avec en toile de fond un appel à un "tourisme de développement", par opposition à un "développement du tourisme" qui ne rechercherait que la croissance des entrées internationales.

Si la FI2T, comme elle l'a toujours fait, plaide la cause de la diversification du produit comme moyen de lutte contre la saisonnalité de l'activité touristique et de l'amélioration des recettes internationales du secteur, elle semble donc élargir son champ d'action et de réflexion au renforcement du marché local, ainsi qu'à l'évolution des méthodes de gestion et de gouvernance du secteur.

A ce propos, Houssem Ben Azzouz se prononce en faveur de l'expérience DMO (Destination Management Organization ou Organisme de Gestion de Destination) sans réserve si ce n'est celle d'assurer leur pérennité financière.

FI2T : premier diagnostic des effets du Covid-19 sur les entreprises de tourisme

La FI2T a présenté aujourd'hui une étude du cabinet Quantylix mesurant l'impact de la crise du Covid-19 sur 184 entreprises adhérentes, sur les 400 que compte la fédération.

En attendant l'étude en cours de la FTH sur les effets du Covid-19 sur l'hôtellerie, la Fédération Interprofessionnelle du Tourisme Tunisien (FI2T) a présenté aujourd'hui les conclusions d'un sondage auprès de ses adhérents (agences de voyages, centres de thalasso, parcours de golf, maisons d'hôtes…) réalisé entre le 22 et le 27 juin. Ce sondage mesure l'impact de la crise pendant et après le confinement, ainsi que les perspectives du secteur telles qu'estimées par les adhérents.

En voici les principales conclusions.

Pendant le confinement :
– la perte moyenne de chiffre d'affaires de ces entreprises était de 83%, induisant un licenciement partiel ou total des salariés de 42% ;
– 72,5% des entreprises participantes étaient non satisfaites des mesures étatiques et 53% des adhérents jugeaient qu'il y avait une absence totale de mesures d'accompagnement de l'Etat à leur égard.

Après le confinement :
– seuls 69% des adhérents ont repris « *totalement* » ou « *partiellement* » leur activité ;
– 48% des entreprises ont procédé à des licenciements. L'effectif d'employés licenciés par l'ensemble des adhérents se monte à 71%. Les centres de thalasso affichent le plus haut taux de licenciement (80%) suivis par les agences de voyages (50%) ;
– 70% des adhérents ont entamé la réouverture avec une trésorerie négative.

L’étude de Quantylix s’achève sur une estimation des perspectives du secteur telles qu’estimées par les adhérents de la FI2T. A cet égard, 89% des entreprises estiment que la baisse de l’activité va durer encore *« plusieurs mois et peut atteindre un an »*. En même temps, 57% des répondants ne prévoient pas de licenciement au sein de leur personnel. Parmi les mesures attendues, une majorité d’entreprises (51%) cite des *« prêts garantis par l’Etat »* et 44% réclament un délai ou une exonération des charges patronales.

Le Président de la FI2T, Houssem Ben Azzouz, a souligné à ce propos que les crédits annoncés ne sont garantis qu’à hauteur de 20% par l’Etat : *« C’est la réponse que ma donnée ma banque »*, a-t-il précisé.

Il a conclu sur la nécessité d’entamer les réformes prévues pour le secteur depuis plusieurs années.

La FI2T donne de la voix à la Kasbah

C’est sous les fenêtres du Chef du Gouvernement que la Fédération Interprofessionnelle du Tourisme Tunisien (FI2T), présidée par Houssem Ben Azouz *(photo ci-dessus)* a choisi de manifester ce matin 4 juin autour de revendications que ses porte-paroles ont répétées inlassablement ces derniers jours, et même bien avant l’ensemble de mesures décidées par le ministère de tutelle.

Des revendications en tête desquelles on trouve le report des charges sociales et fiscales, que l’arrêt de l’activité ne permet pas d’honorer ; ce que résumait ce matin le slogan : *« Habsa we tmarki »* (à l’arrêt et le compteur marche).

Ce mouvement, annoncé depuis des jours, n’a semble-t-il pas décidé le Ministre du Tourisme à recevoir le Bureau de la Fédération pour désamorcer la colère de ses affiliés. Affiliés qui sont pourtant la pépinière du tourisme de demain, puisqu’ils sont nombreux à être actifs dans des niches de diversification (MICE, golf, sport, culture, bien-être, nature, tourisme médical…) et dans le tourisme durable.

La colère de ces entreprises est d’autant plus compréhensible que leurs segments d’activité ont été des plus sinistrés depuis 2011. En effet et, à titre d’exemple, pour les parcours de golf, on comptait en 2018 quelque 77 000 green-fees contre 215 000 en 2010. Il en est de même pour la thalasso ou le tourisme culturel.

Le secteur du MICE quant à lui vivote sur le marché local et peine à trouver un soupçon de sa vigueur d’avant 2010.

L’insuffisance des mesures d’aide annoncées par l’administration, et surtout la lenteur de leur mise en œuvre, condamnerait ces entreprises à la disparition, ce qui reviendrait à hypothéquer l’avenir du tourisme tunisien.

Lotfi Mansour

La FI2T craint le pire

Dans un communiqué, la Fédération interprofessionnelle du Tourisme (FI2T) souligne l'insuffisance des mesures prises pour la survie des entreprises du tourisme et réclame notamment le report de la déclaration de mars et des cotisations CNSS du 1er trimestre. Faute de quoi, la FI2T craint que « le secteur touristique va à la catastrophe ».

Communiqué

MESURES INSUFFISANTES POUR LE SECTEUR TOURISTIQUE

Lors d'une réunion organisée le 18 mars 2020 par Monsieur Mohamed Ali Toumi, Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, avec les fédérations du secteur et Monsieur Elyes Fakhfakh, Chef du Gouvernement, nous avons exposé nos demandes de soutien au secteur touristique.

Depuis, les mesures prises restent très insuffisantes.

Si nous avons bien conscience qu'actuellement la priorité doit être accordée au secteur de la santé, il convient en parallèle d'éviter une catastrophe socio-économique. Les mesures de soutien annoncées par le gouvernement ne permettront pas d'éviter une débâcle économique à partir du mois d'avril 2020, sous la forme :

- de faillites de centaines d'entreprises touristiques (agences de voyages, hôtels, restaurants, artisans, guides professionnels, agences de location de voitures…),
- de la mise au chômage de dizaines de milliers d'employés du secteur. Rappelons que le secteur compte environ 100 000 emplois directs et 400 000 indirects. Environ 4 millions de Tunisiens dépendent directement ou indirectement de l'industrie touristique.

Les quatre mesures de soutien urgentes demandées par la Fi2T (Fédération Interprofessionnelle du Tourisme Tunisien) étaient les suivantes :

1 – Prise en charge par l'Etat des salaires du mois d'avril et mai 2020.
2 – Report ou suppression des cotisations sociales relatives aux 1er et 2ème trimestres 2020, sans pénalité, sans formalité et sans justification.
3 – Rééchelonnement des dettes fiscales (IS 2019, 1er acompte provisionnel, TVA, déclarations mensuelles des mois de mars et avril 2020…) sur une longue période, sans pénalité.
4 – Prêts bancaires de trésorerie avec accès facile et à taux très modéré, voire à taux zéro.

Sans un soutien fort de l'Etat et des organismes internationaux, le secteur touristique va à la catastrophe et cela impactera fortement l'économie puisque ce secteur représente 14 % du PIB national.

Le fait que le gouvernement exige le paiement dans les temps de la déclaration mensuelle du mois de mars et des cotisations sociales du premier trimestre 2020 prouve que les caisses de l'Etat sont vides.
Il est donc crucial que l'Etat continue de solliciter l'aide financière urgente des pays riches, des instances régionales et internationales (Union Européenne, FMI, Banque Mondiale, ONU…). Certes, certains organismes ont récemment commencé à donner ou à prêter à notre pays. Mais notre secteur a

besoin de visibilité sur l’aide qui nous sera apportée à très court et moyen termes.

Monsieur Selim Azzabi, Ministre du Développement, de la Coopération Internationale et de l’Investissement, a dans les prochains jours un rôle clé à jouer pour mobiliser le soutien financier international en faveur de la Tunisie.

Houssem Ben Azouz
Président de la Fi2T (Fédération Interprofessionnelle du Tourisme Tunisien)